

Le budget—M. Cassidy

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette de devoir dire à la députée que son temps de parole est épuisé et que la période de questions et observations est terminée.

[Français]

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'aimerais commenter d'abord en français puis après en anglais le Budget qui vient d'être déposé hier. Encore une fois, il me semble que les conservateurs ont fait les mêmes erreurs que dans le Budget de mai 1985. Ils ont imposé des augmentations de taxes sévères à la famille ordinaire tout en réduisant le fardeau fiscal qui est imposé aux corporations et maintenant aussi aux riches. Ils ont patiemment continué une tendance qui existait sous les libéraux puisque de notre côté nous voyons souvent très peu de différence entre le parti conservateur qui est maintenant au pouvoir et le parti libéral qui était au pouvoir auparavant.

Mais, monsieur le Président, en mai 1985, on a frappé surtout sur les retraités, sur les enfants, sur les familles et sur la Fonction publique. Cette fois-ci, le gouvernement a décidé de frapper sur les contribuables surtout et aussi, encore une fois, ce qui touche ma circonscription, sur la Fonction publique.

Si je puis rappeler à la Chambre, puisque tout le monde le sait maintenant, les grandes mesures fiscales qui sont dans le Budget... On impose une surtaxe de 3 p. 100 à tous les contribuables, pas simplement à ceux qui ont un revenu qui excède \$40,000 par année. On a augmenté de 1 p. 100 la taxe de vente, mais c'est la troisième augmentation de la taxe de vente depuis que les conservateurs sont au pouvoir.

Avant les élections de 1984, les conservateurs ont fortement critiqué l'augmentation de taxes imposée par le gouvernement des libéraux. Mais quand ils sont arrivés au pouvoir, ils ont tout de suite mis en vigueur une augmentation de 1 p. 100 qui avait été proposée par M. Lalonde quand il était ministre des Finances. Après cela, en mai, une autre augmentation de 1 p. 100, et maintenant, une troisième augmentation de 1 p. 100. Cela veut dire que dans l'espace de 18 mois, nous voyons une augmentation d'un tiers de la taxe de vente fédérale imposée par les conservateurs. Monsieur le Président, toutes ces augmentations touchent directement la famille ordinaire. Et alors, les familles ordinaires n'ont pas encore la chance de répondre, de réagir au Budget.

● (1730)

Je viens d'écouter la députée de Capilano (M^{me} Collins) qui disait que des gens dans sa circonscription sont satisfaits. Elle a fait des citations du *Vancouver Province*. On a écouté aujourd'hui des citations qui viennent du président des courtiers des firmes de la Bourse, des banques, des autres hommes d'affaires. Tous les secteurs financiers ont été très vite à réagir. Ils ont des moyens de réagir très vite à cause de leur contrôle, les agences de publicité, etc.

Je me souviens très bien, monsieur le Président, du dernier Budget de notre ministre des Finances (M. Wilson). Au commencement, il semblait que tout se passait bien; mais après l'espace de quelques jours, les retraités, les gens qui dépassaient la soixantaine dans notre pays ont commencé à réagir. Leur réaction a continué jusqu'au point que le ministre des Finances a été obligé par son premier ministre et par tout le gouvernement de retirer ces mesures qui étaient la clé de son budget. Et c'était grâce à son mauvais jugement... comment

il avait touché les gens ordinaires et les retraités de notre pays. Maintenant, ce sont les familles ordinaires qui sont touchées.

Monsieur le Président, je peux vous donner des chiffres. Dans le premier budget, la déclaration fiscale de novembre 1984, les conservateurs ont imposé des augmentations de taxes et d'autres frais aux familles ordinaires, en moyenne \$500 par année. Puis, en mai 1985, une autre augmentation de \$500 par année. Et cette fois-ci, on voit encore une fois une augmentation de \$350 par année. Maintenant, en tout, cela fait \$1,350 pour chaque famille moyenne au Canada. Donc, c'est sur le dos des familles ordinaires que l'on fait la lutte contre le déficit sous un gouvernement conservateur.

Mais, monsieur le Président, si par hasard, on regarde le plan financier déposé par le ministre des Finances hier, il nous indique que les taxes imposées aux contribuables continuent d'augmenter incessamment en même temps qu'il n'y a presque aucune augmentation de taxes pour les grandes sociétés.

En 1984-1985, la dernière année de politique fiscale de l'ancien gouvernement, les impôts directs sur les particuliers ont monté jusqu'à 38 milliards de dollars. Maintenant, les sociétés ont payé 12 milliards de dollars sous la politique fiscale de l'ancien ministre des Finances du parti libéral.

Les impôts des particuliers augmentent de 38 jusqu'à 44,7 milliards de dollars en 1985-1986 et jusqu'à 49,3 milliards de dollars en 1986-1987, et ils vont monter encore une fois jusqu'à 54,8 milliards de dollars en 1987-1988. Cela veut dire que les impôts pour les particuliers vont monter de 44 p. 100 au moyen des mesures fiscales imposées par les conservateurs dans les 18 premiers mois au pouvoir.

Monsieur le Président, on compare cela à une mince augmentation en ce qui touche les impôts directs des sociétés. Les impôts de ces sociétés vont augmenter de 1,2 milliard de dollars dans cette même période, cela veut dire de 10 p. 100, malgré des augmentations très fortes des profits, au cours de cette même période, grâce à la relance économique qui a suivi la récession qu'on a eue au commencement des années 1980.

Effectivement, monsieur le Président, on trouve qu'entre 1986-1987 et 1987-1988, on va avoir même une réduction de la taxe sur les sociétés, des recettes du gouvernement fédéral venant des sociétés, en même temps qu'on impose des augmentations de taxes de 5,5 milliards aux contribuables, aux particuliers. Monsieur le Président, ce n'est pas juste du tout!

L'an dernier, de notre côté, nous avons critiqué le budget du ministre des Finances, surtout puisque nous disions que ce budget risquait de faire perdre des centaines de milliers de «jobs». Maintenant, nous ne savons pas exactement quel a été l'impact de ce budget, puisque la plupart des mesures fiscales qui ont été annoncées en mai l'année dernière, n'ont pas commencé à agir, ayant été implantées juste au commencement de cette année.

Donc, ce que nous avons ce sont des mesures de 1985 qui ont juste commencé à avoir un impact sur l'économie. En même temps, que des nouvelles mesures imposées dans ce budget, en même temps, un commencement de ralentissement dans l'expansion économique aux États-Unis depuis l'an dernier et maintenant, on commence à craindre, étant donné que l'on a quatre ans d'expansion au Canada, le commencement d'un ralentissement dans le rythme économique. Le cycle des affaires va nuire à l'espoir du gouvernement que le taux de chômage va diminuer.